

Unité bidépartementale Eure Orne
1 av. Maréchal Foch
CS50021
27020 Evreux

Évreux, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SFC SOLUTIONS AUTOMOTIVE FRANCE

Usine de Transières
27380 Charleval

Références : UBDEO/ERC/2024/97
Code AIOT : 0005800543

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement SFC SOLUTIONS AUTOMOTIVE FRANCE implanté Usine de Transières 27380 Charleval. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SFC SOLUTIONS AUTOMOTIVE FRANCE
- Usine de Transières 27380 Charleval
- Code AIOT : 0005800543
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SFC (SOLUTIONS AUTOMOTIVE FRANCE) est spécialisée dans le domaine du développement et de la fabrication de systèmes d'étanchéité à base de caoutchouc pour le secteur automobile (joints, etc.)

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature des installations autorisées	AP Complémentaire du 31/05/2021, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Prévention des risques technologiques - ressources en eau	AP Complémentaire du 31/05/2021, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 31/05/2021, article 5	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des risques technologiques - bâtiments et locaux	AP Complémentaire du 31/05/2021, article 4	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques - ressources en eau	AP Complémentaire du 31/05/2021, article 4	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques - système déluge	AP Complémentaire du 31/05/2021, article 4	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques - ressources en eau	AP Complémentaire du 31/05/2021, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En préambule de l'inspection, l'exploitant a exposé les évolutions en cours de réflexion sur le site de Charleval pour se diversifier (actuellement l'activité du site est à 100 % sur le secteur de l'automobile) et réduire les surfaces exploitées afin de minimiser les coûts de fonctionnement.

Cette nouvelle organisation rend obsolète certaines conclusions des études ayant permis de prescrire les moyens de défense incendie dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2021. Ces études sont notamment celles du CNPP et de la société CYRUS.

C'est pourquoi il est demandé à l'exploitant de fournir sous 2 mois au plus tard, un dossier présentant les modifications organisationnelles de son site ainsi que la mise à jour des moyens de défense incendie du site en adéquation avec ces modifications (compartimentage coupe-feu, moyens en eaux incendie, désenfumage, etc.). Si besoin, ce dossier est appuyé d'études réalisées par des sociétés spécialisées.

Un paragraphe devra concerner l'hypothèse d'une difficulté de pompage pour la défense extérieure contre l'incendie dans l'Andelle en cas de forte sécheresse.

Cette demande a été formulée, en séance lors de l'inspection, à l'exploitant.

Il est demandé à l'exploitant de présenter sous 1 mois le plan d'action de maintenance curative pour palier les dysfonctionnements relevés par la société CHUBB dans ses rapports "Activité Détection incendie-Rapport de Vérification programmée" pour l'équipement n°921052 de juin et décembre 2023.

Il est demandé à l'exploitant de faire procéder, sous 1 mois, à un essai de pompage dans l'Andelle avec la gouttière de l'aire n°1 par les pompiers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Evolution du site
Prescription contrôlée : La société SEALYNX INTERNATIONAL dont le siège social est situé à Charleval est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui modifient et complètent l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016.
Constats : L'entreprise SFC (SOLUTIONS AUTOMOTIVE FRANCE) est spécialisée dans le domaine du développement et de la fabrication de systèmes d'étanchéité à base de caoutchouc pour le secteur automobile (joints, etc.) Elle a été rachetée en juillet 2022 par le groupe MUTARES. En préambule de l'inspection, l'exploitant a exposé les évolutions en cours de réflexion sur le site de Charleval pour se diversifier (actuellement l'activité du site est à 100% sur le secteur de l'automobile) et réduire les surfaces exploitées afin de minimiser les coûts de fonctionnement.

Ainsi:

- le Bâtiment central PAF (Produits Armés Flockés) qui comportait des lignes d'extrusion n'est désormais plus en activité,
- le stockage de produits finis à l'Est devrait être déplacé dans la zone actuellement appelée Finitions UF1 au Nord-Ouest.

Le but de ces modifications est de libérer 15 000 m² couverts à l'Est du site (soit 30% du site) afin de pouvoir les louer à l'horizon 2026.

L'inspection a constaté sur site que le bâtiment PAF n'est d'ores et déjà plus en activité (photo 1).

Le transfert du stockage de produits finis est prévu pour juillet 2024.

Cette nouvelle organisation rend obsolète certaines conclusions des études ayant permis de prescrire les moyens de défense incendie dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2021. Ces études sont notamment celles du CNPP et de la société CYRUS.

L'arrêté préfectoral complémentaire fait état d'un échéancier pour la mise en place de ces moyens de défense incendie, la dernière échéance étant 36 mois suivant la date de notification (11/06/21) de l'arrêté soit au plus tard le 11 juin 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Absence de suite administrative mais la demande suivante est émise :

Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 2 mois au plus tard, un dossier présentant les modifications organisationnelles de son site ainsi que la mise à jour des moyens de défense incendie du site en adéquation avec ces modifications (compartimentage coupe-feu, moyens en eaux incendie, désenfumage, etc.). Si besoin, ce dossier est appuyé d'études réalisées par des sociétés spécialisées.

Un paragraphe devra concerner l'hypothèse d'une difficulté de pompage pour la défense extérieure contre l'incendie dans l'Andelle en cas de forte sécheresse.

Cette demande a été formulée, en séance lors de l'inspection, à l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 2 : Prévention des risques technologiques - bâtiments et locaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2021, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage coupe-feu

Prescription contrôlée :

L'article 7.3.2 BÂTIMENTS ET LOCAUX de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016 est

complété par la disposition suivante:

Le compartimentage coupe-feu des locaux pour la mise à niveau de la défense incendie est aménagé selon les modalités suivantes:

Zone A

Dépose de la protection métallique et création d'un mur coupe-feu

Flocages coupe-feu en sous-face de toiture

Porte coulissante coupe-feu avec asservissement et potelets de protection

Porte piétons coupe-feu avec ferme-porte et barre anti-panique

Création d'un mur coupe-feu

Flocages coupe-feu en sous-face de toiture

Zone B

Calfeutrement + flocage

Porte piétons coupe-feu avec ferme-porte et barre anti-panique

Calfeutrements coupe-feu anciennes fenêtres

Remplacement Porte piétons coupe-feu avec ferme-porte et barre anti-panique

Repositionnement d'escalier

Création d'un mur coupe-feu + Flocages coupe-feu en sous-face de toiture

Porte coulissante coupe-feu avec asservissement et potelets de protection

Porte piétons coupe-feu avec ferme-porte et barre anti-panique

Renforcement de bardage par mur coupe-feu et flocages coupe-feu en sous-face de toiture

Porte coulissante coupe-feu avec asservissement et potelets de protection

Porte piétons coupe-feu avec ferme-porte et barre anti-panique

Porte coulissante coupe-feu avec asservissement et potelets de protection

Zone C

Création d'un mur coupe-feu

Flocages coupe-feu en sous-face de toiture

Création d'un mur coupe-feu + Flocages coupe-feu en sous-face de toiture

Porte piétons coupe-feu avec ferme-porte et barre anti-panique

Création d'un mur coupe-feu

Flocages coupe-feu en sous-face de toiture

Porte coulissante coupe-feu avec asservissement et potelets de protection

Calfeutrements coupe-feu «ancienne» porte

Zone D

Renforcement de bardage par mur coupe-feu

Zone E

Flocages coupe-feu en sous-face de toiture

Porte coulissante coupe-feu avec asservissement et potelets de protection

Création d'un mur coupe-feu

Flocages coupe-feu en sous-face de toiture

Porte coulissante coupe-feu avec asservissement

Zone F

Création d'un mur coupe-feu + Flocages coupe-feu en sous-face de toiture

Porte coulissante coupe-feu avec asservissement et potelets de protection

<p>Porte piétons coupe-feu avec ferme-porte et barre anti-panique</p> <p>Les procès-verbaux attestant le degré coupe-feu des éléments utilisés sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Le TITRE 11 – ÉCHÉANCES de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016 est complété par la disposition suivante:</p> <p>Article : 7.3.2 Compartimentage : Échéance 36 mois suivant la notification</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans la fiche de constat n°1, la nouvelle organisation du site implique une modification du compartimentage coupe-feu du site. Ainsi, les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/05/21 modifiant l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/03/16 s'avèrent désormais inadaptées.</p> <p>L'exploitant a présenté en séance un plan daté de juillet 2023 faisant état de la nouvelle implantation des murs coupes-feu:</p> <ul style="list-style-type: none"> le mur A sera mis en place, le mur B sera mis en place dans le 1er semestre 2024 du fait du déplacement du stockage de produits finis, le mur C aura des réparations de trous et devrait être prolongé jusqu'au mur D, le mur D sera mis en place en 2026, le mur E ne devrait pas être installé, le mur F ne devrait pas être installé. <p>Cette nouvelle compartimentation coupe-feu devra être étudiée et argumentée dans le dossier demandé à la fiche de constat n°1.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Se référer à la demande de la fiche de constat n°1</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prévention des risques technologiques - ressources en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de pompage dans l'Andelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 7.7.4. RESSOURCES EN EAUX ET MOUSSE de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016 est complété par la disposition suivante :</p>

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, l'exploitant dispose à minima :

[...]

- 2 aires d'aspirations en rivièrè l'Andelle et de circulation pour les véhicules d'intervention pompier respectant les dimensions du RDDEC127 ;

[...]

Le TITRE 11 – ÉCHÉANCES de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016 est complété par la disposition suivante :

Article 7.7.4

2 aires de pompage : échéance 12 mois suivant la notification

Constats :

L'inspection a constaté sur site la mise en place des 2 aires d'aspiration en rivièrè l'Andelle avec surface d'approche pour les pompiers:

- aire d'aspiration AA1 (gouttière pour lance incendie) en proximité du stockage de « Matières premières » (photo 2),
- aire d'aspiration AA2 en proximité de la zone actuelle « Finitions » qui devrait accueillir le stockage de « Produits finis » (photo 3).

À noter que lors de l'inspection, l'aire d'aspiration existante au droit de l'« Atelier mélange » n'était pas opérationnelle, des travaux étant en cours pour la mise en place d'une colonne sèche aérienne (cf fiche de constat suivante).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Absence de suite administrative mais la demande suivante est émise :

L'inspection a consulté le SDIS (service PREVENTION) sur le côté opérationnel de la gouttière.

La réponse du SDIS est la suivante :

"Ce dispositif nécessiterait d'être testé par les sapeurs-pompiers locaux afin de s'assurer de son efficacité.

En effet, la hauteur entre le sol et le dispositif doit correspondre à la hauteur de la pompe des engins du Sdis, et l'angle situé entre les deux longueurs semble trop raide pour permettre aux tuyaux d'aspiration semi-rigides de le suivre."

Il est donc demandé à l'exploitant de faire procéder, sous 1 mois, à un essai de pompage avec la gouttière par les pompiers.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois

N° 4 : Prévention des risques technologiques - ressources en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau poteaux incendie
<p>Prescription contrôlée : L'article 7.7.4. RESSOURCES EN EAUX ET MOUSSE de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016 est complété par la disposition suivante :</p> <p>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, l'exploitant dispose à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une réserve incendie de 960 m³ alimentant un réseau de poteaux incendie d'un débit minimum de 120 m³ / h. Cette réserve peut être remplacée par un pompage en nappe alimentant le réseau d'incendie avec un débit suffisant. • 3 poteaux d'incendie de DN150 normalisés piqués par canalisation assurant un débit unitaire minimum de 120 m³/h, sous une pression dynamique comprise entre 1 et 6 bars en fonctionnement simultané placé à moins de 200 mètres du bâtiment par les chemins praticables. Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. • un réseau enterré en fonte verrouillée DN250 . <p>[...]</p> <p>Le TITRE 11 – ÉCHÉANCES de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016 est complété par la disposition suivante :</p> <p>Article 7.4.4 Réseaux poteaux incendie : échéance 18 mois suivant la notification</p> <p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant a indiqué que le terrain (nappe alluviale de l'Andelle affleurante) et la configuration des utilités du site (beaucoup de tuyauteries) rendaient difficile l'implantation d'un réseau de poteaux incendie.</p> <p>C'est pourquoi, une étude de proposition d'implantation d'autres moyens de défense incendie a été demandée à la société CYRUS qui propose l'alternative suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'Ouest sur l'Andelle: 3 aires d'aspiration en rivière, - au droit de l'aire d'aspiration existante la mise en place d'une colonne sèche aérienne, - à l'Est du site 2 bâches souples de 480 m³ chacune et distantes de 180 m. <p>Ainsi, les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/05/21 modifiant l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/03/16 s'avèrent désormais inadaptes.</p>

<p>Comme indiqué dans la fiche de constat n°3, l'inspection a constaté la présence effective des 2 nouvelles aires d'aspiration.</p> <p>L'exploitant a précisé que les 2 bâches souples étaient commandées et devraient être installées au 1er semestre 2024 (Commande n° 120354 du 31/10/23 à la société COHIN CONSTRUCTION).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des risques technologiques - système déluge

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2021, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installation "déluge" sur convoyeur</p>
<p>Prescription contrôlée : L'article 7.7.4. RESSOURCES EN EAUX ET MOUSSE de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016 est complété par la disposition suivante :</p> <p>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, l'exploitant dispose à minima :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une installation « déluge » de type pulvérisateur (18 m³/h) est mis en œuvre sur le convoyeur de liaison entre le bâtiment Mc LAREN/stockage expédition et le bâtiment finition. Le réseau d'eau enterré alimente cette installation. La vanne de contrôle du système est installée dans le local RIA. Le déclenchement de l'installation est automatique (manuel le cas échéant) suite à une détection. <p>Le TITRE 11 – ÉCHÉANCES de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016 est complété par la disposition suivante :</p> <p>Article 7.4.4 Déluge convoyeur : échéance 24 mois suivant la notification</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que le convoyeur est inactif depuis fin 2023 du fait de la nouvelle réorganisation et est en cours de démantèlement.</p> <p>En effet, l'inspection a constaté sur le terrain que le convoyeur est coupé entre les 2 bâtiments (photo 4).</p> <p>Ainsi, les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/05/21 modifiant l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/03/16 ne s'avèrent désormais plus adaptées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques technologiques - ressources en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve eau incendie + motopompe
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 7.7.4. RESSOURCES EN EAUX ET MOUSSE de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016 est complété par la disposition suivante :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, l'exploitant dispose à minima :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • une motopompe (surpresseur) permettant l'alimentation simultanée de 3 poteaux d'incendie de DN150 (360 m3/h minimum); <p>L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau.</p> <p>Le TITRE 11 – ÉCHÉANCES de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 2016 est complété par la disposition suivante :</p> <p>Article 7.4.4</p> <p>Réserve eau + local pompe + motopompe : échéance 24 mois suivant la notification</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué à la fiche de constat n°4, l'exploitant a précisé que le terrain (nappe alluviale de l'Andelle affleurante) et la configuration des utilités du site (beaucoup de tuyauteries) rendaient difficile l'implantation d'un réseau de poteaux incendie.</p> <p>Par conséquent, la nouvelle alternative proposée et détaillée ci-avant ne nécessite plus la mise en place d'une motopompe sur le site.</p> <p>Ainsi, les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/05/21 modifiant l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/03/16 ne sont plus adaptées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2021, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles et entretiens
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens prévus pour lutter contre un incendie est régulièrement contrôlé et entretenu pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier contrôle des installations de désenfumage a été réalisé par la société SCUTUM INCENDIE les 12/10/23 et 13/10/23 (n° d'intervention : S475372). Le rapport fait état de quelques observations nécessitant une maintenance curative. Le dernier contrôle de vérification du système de détection de gaz a été réalisé par la société GazXpert le 28/06/23 (rapport n° IP1V2023-06-025) au droit de la chaufferie vapeur station sel, du labo Dynamo et du labo Mélangeur. Il fait état d'un bon fonctionnement. Les rapports de la société CHUBB (bon de travail n°18777928 de juin 2023 et bon de travail n° 19575273 de décembre 2023) d'Activité Détection incendie-Rapport de Vérification programmée pour l'équipement n°921052 font état à ces 2 dates d'un dérangement de la centrale SSI, de défaut de batterie UDFTT-2, d'un détecteur ATEX défectueux dans le local solvant et de défauts sur VESDA (stockage mélange, appli vernis PMC), etc.). Il est demandé à l'exploitant de présenter sous 1 mois le plan d'action de maintenance curative pour palier ces dysfonctionnements. Le Certificat Q4 de compte-rendu de vérification périodique des extincteurs établi le 19/12/23 par la société CSUTUM INCENDIE fait état d'une installation conforme au référentiel APSAD R4. Le rapport de la société SCUTUM INCENDIE (bon d'intervention n° 71589 du 20/12/23) de vérification des RIA fait état de 3 RIA défectueux sur 52. Le rapport de la société CHUBB (bon de travail n° 19208997 du 03/07/23) de vérification des portes coupe-feu fait état de 3 portes fonctionnelles et de 2 autres portes fonctionnelles mais avec travaux à prévoir. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de procéder rapidement aux travaux de maintenance curative. La vérification des réparations des RIA défectueux ainsi que des portes coupe-feu pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de présenter <u>sous 1 mois</u> le plan d'action de maintenance curative pour palier aux dysfonctionnements relevés par la société CHUBB dans ses rapports "Activité Détection incendie-Rapport de Vérification programmée" pour l'équipement n°921052 de juin et décembre 2023.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30jours